

Daniel Bensaïd

## La nouvelle gauche anticapitaliste

# Prendre parti Nouveau siècle, nouvelle gauche

### Pour agir politiquement, penser historiquement

La crise actuelle, la crise du présent, n'est pas une crise de plus, s'ajoutant à celles des marchés asiatiques ou de la bulle Internet. C'est une crise historique de la loi de la valeur. Ainsi que Marx l'annonçait dans les *Manuscrits de 1857-1858*, «le vol du travail d'autrui sur lequel repose toute la richesse actuelle» est bel et bien devenu une mesure «misérable» des rapports sociaux<sup>1/</sup>. Une «folie», mais une folie «qui détermine la vie des peuples». Contrairement à la formule selon laquelle l'explosion de la «bulle financière» se propagerait à «l'économie réelle» (comme si la finance était irréelle!), elle révèle en réalité une crise de surproduction, non, bien sûr, par rapport aux besoins sociaux insatisfaits, mais par rapport à une «demande solvable» comprimée depuis un quart de siècle par les contre-réformes libérales.

L'hypertrophie de la sphère financière gorgée de crédits n'a été qu'un moyen de compenser cet étranglement des débouchés. Le prodige apparent selon lequel l'argent pourrait faire de l'argent par parthénogenèse est la forme

suprême du fétichisme marchand : «La division du profit en profit d'entreprise et en intérêt achève de donner à la plus-value *une forme autonome sclérosée* par rapport à son essence. Une partie du profit se détache complètement du rapport capitaliste en tant que tel, et semble découler, non pas de l'exploitation du travail salarié, mais du travail du capitaliste lui-même. Par opposition, l'intérêt paraît alors être indépendant du travail salarié de l'ouvrier et du travail du capitaliste, et avoir dans le capital sa source propre, autonome. Si, primitivement, le capital faisait figure, à la surface de la circulation, de fétiche capitaliste de valeur créatrice de valeur, il réapparaît ici sous forme de capital d'intérêt, *sa forme la plus aliénée et la plus caractéristique*<sup>2/</sup>. »

Au-delà de la crise de confiance invoquée par la vulgate journalistique, c'est la croyance dans la toute puissance du Marché qui est atteinte. Quand on cesse de croire à l'incroyable, une crise de légitimité, idéologique et morale, s'ajoute à la crise économique et sociale. L'ordre politique en est ébranlé : «Un état politique où des individus ont des millions de revenus, tandis que d'autres meurent de faim, peut-il subsister quand la religion n'est plus là, avec ses espérances hors de ce monde, pour expliquer le sacrifice ? », demandait Chateaubriand à la veille des révolutions de 1848. Il répondait lui-même prophétiquement : « Essayez de persuader le pauvre, lorsqu'il saura lire, il ne vous croira plus, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois le superflu. Pour dernière ressource, il vous faudra le tuer. » Or, des millions d'opprimés sont en train d'apprendre à lire.

Convertie au culte de la « concurrence libre et non faussée », la gauche social-libérale, est une victime collatérale de cette crise systé-

mique. Interrogé il y a dix ans sur l'opportunité d'une taxe contre la spéculation, Tony Blair répondit : « Je dirais que c'est la mauvaise chose à faire, parce qu'il faut que les gens puissent faire circuler leur argent très, très vite... ». Si vite, qu'il a tourné la tête à plus d'un. La longue mue du Parti socialiste français s'est ainsi conclue, en juin 2008, par l'adoption d'une nouvelle *Déclaration de principes* prenant congé à contretemps de la lutte des classes, pour célébrer sans complexes les délices du marché libre. Bertrand Delanoë a payé cher cette « audace » (ou cette témérité !) tardive.

Les médias n'ont voulu voir dans la farce du congrès de Reims qu'une guerre des chefs et des cheftaines. Elle manifeste en réalité une contradiction qui vient de loin. En trois mandats gouvernementaux, le Parti socialiste s'est employé à casser le moule de l'État providence dans lequel il s'était coulé et par lequel il avait prospéré. Il en est résulté un affaiblissement croissant de ses liens avec les mouvements et l'électorat populaires ; et, inversement, un renforcement des liens de ses élites dirigeantes avec les milieux d'affaires<sup>3/</sup>. Ségolène Royal le dit tout net : « Les identités politiques ne sont plus figées. Elles se reconstruisent à chaque élection, en fonction des contextes sociaux et médiatiques, des enjeux, des candidats<sup>4/</sup>. » « L'identité de la gauche ne va plus de soi », ajoute-t-elle et « ce livre en témoigne ». C'est le moins qu'on puisse dire. Voici donc venu le temps des programmes flexibles et des alliances variables.

« Nous traversons une crise hors norme qui nécessite d'abandonner les schémas idéologiques », pontifie de son côté le libéral Nicolas Baverez. Il s'agit donc de parer au plus pressé au chevet du capitalisme malade : « Les véritables clivages se dessineront ensuite, quand il

1/ Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Éditions sociales, 1980, t. II, p. 192.

2/ Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1976, livre III, t. III, p. 207.

3/ Cf. Laurent Mauduit, « Crise financière, l'encombrant héritage de la gauche » [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr)

4/ Ségolène Royal, Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées*, Paris, Grasset, 2008.

faudra définir la sortie de crise et savoir vers quel capitalisme il faut tendre <sup>5/</sup>. » Préparons-nous en attendant à des transferts et des conversions, des mélanges et des alliances, d'autant plus ébouriffants que, comme le dit M<sup>me</sup> Royal, les identités ne sont plus figées ni les frontières gelées.

De Sarkozy à Obama, l'heure serait donc à la « réinvention », ou à la « refondation », du capitalisme. À l'union sacrée autour d'une mission évangélique : moraliser le capitalisme ! Comme si ce dernier n'était pas, par nature, amoral ou immoral. Les affaires sont les affaires ! La morale n'a rien à y faire. Lorsque nous quittons la surface bruyante du marché pour descendre dans les caves et les souterrains infernaux où s'opère la mystérieuse extraction de plus-value, on vient buter, écrivait Marx, sur un interdit catégorique : « *No admittance, except on business* <sup>6/</sup> ». Prière donc de laisser sa morale à la porte.

Pour les sauveteurs du Titanic capitaliste, la tâche s'annonce rude. Un nouveau *New Deal* ? Un retour à l'État social ? C'est oublier que la déréglementation ne fut pas un caprice de libéraux doctrinaires. C'était une réponse à la baisse des taux de profit, érodés par les conquêtes sociales de la période de croissance d'après-guerre. Revenir à la case départ, si tant est que ce soit possible dans une économie mondialisée, ce serait retrouver à terme les mêmes contradictions. Comment concilier la régulation du capitalisme et la dérégulation du marché du travail ? « Réguler n'est pas régler », ironise Jean-Marie Harribey.

Alors que tous ou presque s'accordent à vouloir sauver le capitalisme, nous voulons le renverser. Se déclarer anticapitalistes, c'est désigner clairement l'adversaire. Ça ne fait pas encore une alternative, sans doute. Il faudra pour cela donner à l'anticapitalisme son contenu révolutionnaire : l'égalité, la solidarité, la mise en cause des rapports de propriété, l'internationalisme. Mais c'est déjà une ligne de partage des eaux : alors que tous ou presque s'accordent à vouloir sauver le capitalisme, nous voulons le renverser. Sarkozy ne s'y est pas trompé. Dans son discours de Toulon il en a fait l'ennemi inintégré à sa Sainte Alliance : « Je veux le dire aux Français, l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle. » À en croire certains sondages, les Français n'en sont pas aussi convaincus. Et ils le seront de moins en moins au fur et à mesure que vont se faire sentir les dégâts sociaux de la crise et des contre-réformes sarkozyennes.

### **Pour agir historiquement, penser politiquement**

Nous n'en sommes qu'au début d'un séisme dont le paysage politique sortira bouleversé. Le capitalisme est rattrapé par une crise que sa fuite en avant dans le crédit spéculatif aura trop longtemps réussi à différer. Ralliée aux charmes d'un libéralisme tempéré, la gauche de gouvernement subit de plein fouet le contre-coup de cette conversion. Les deux phénomènes sont liés. Ce n'est pas un accident si la social-démocratie européenne dans son ensemble traverse une crise existentielle : « Qui ne voit que l'affaiblissement de la social-démocratie depuis dix ans en Europe correspond à la crise de la construction politique européenne, que la crise du projet européen entraîne la crise de son projet tout court <sup>7/</sup> ? » Mais ce pro-

jet européen en crise – celui de l'Acte unique, du traité de Maastricht, du traité de Lisbonne, tous soutenus et ratifiés par les partis sociaux-démocrates européens – c'est précisément son projet : cercle vicieux parfait.

« On a cru que le marché suffisait à réguler l'activité financière », s'indigne Dominique Strauss-Kahn, ex-champion des stock-options, en s'exemptant à bon compte de cette crédulité anonyme <sup>8/</sup>. Et Pierre Moscovici de déplorer « la vague énorme de libéralisation économique et financière initiée par les droites anglo-saxonnes », comme si les gauches européennes de gouvernement ne leur avaient pas gaillardement emboîté le pas <sup>9/</sup>. À les entendre, ils auraient donc tous et toujours dénoncé la folie systémique des marchés.

C'est pourtant bien sous le ministère socialiste des Finances de Pierre Bérégovoy qu'a été conçue dès 1985 la grande dérégulation des marchés financiers et boursiers en France. C'est un gouvernement socialiste qui, en 1989, a libéralisé les mouvements de capitaux en anticipant une décision européenne. C'est le gouvernement Jospin qui, en privatisant (à hauteur de 31 milliards) plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis, a fait du capitalisme français l'un des plus accueillants aux fonds d'investissement spéculatifs. C'est un ministre socialiste des Finances, Dominique Strauss-Kahn qui a proposé une forte défiscalisation des fameuses stock-options, et c'est un autre ministre socialiste des Finances, Laurent Fabius, qui l'a réalisée. C'est un Conseil européen à majorité social-démocrate qui a décidé en 2002 à Barcelone de libéraliser le marché de l'énergie et l'ensemble des services publics, de repousser de cinq ans l'âge de la retraite et de soutenir les fonds de pension. C'est encore la majorité du Parti socialiste qui a approuvé la sacralisation de la

<sup>5/</sup> *Marianne*, 4 novembre 2008.

<sup>6/</sup> « Accès interdit en dehors du service ».

<sup>7/</sup> Alain Bergougnieux, coauteur de la « Déclaration de principes » du Parti socialiste, *Le Monde*, 25 octobre 2008.

<sup>8/</sup> *Journal du dimanche*, 28 septembre 2008.

<sup>9/</sup> *Le Monde*, 27 août 2008.

concurrence non faussée gravée dans le projet de traité constitutionnel européen de 2005. Et c'est elle dont le vote a permis l'adoption du traité de Lisbonne confirmant la construction libérale de l'Europe.

Même trou de mémoire, même amnésie, du côté de la droite gouvernante : « Le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable », annonçait François Fillon le 3 octobre aux parlementaires de l'UMP, comme si la crise était une catastrophe naturelle, sans responsables ni coupables politiques. Mais qui donc, de droite comme de gauche, a gouverné ? Et qui était aux commandes de l'État pendant ces décennies calamiteuses ?

Il est temps de prendre parti. Au double sens du terme : de s'engager dans la lutte contre les dégâts sociaux et écologiques d'un capitalisme pourrissant ; et de s'organiser collectivement pour briser ce cercle vicieux des alternances sans alternative. Il est temps de refuser le chantage – « nous, ou le désastre » – par lequel le Parti socialiste prend toute la gauche en otage, en utilisant l'implacable logique des institutions de la V<sup>e</sup> République, dont il a contribué à accentuer le présidentielisme.

Jérôme Vidal suggère « une expérience cruciale », consistant à refuser désormais de voter pour les candidats socialistes, y compris au

deuxième tour des élections, acculant ainsi le Parti socialiste à choisir entre un retour aux sources et une mutation assumée en parti de centre gauche <sup>10/</sup>. Il s'agirait en somme de prendre en otage, par un chantage électoral, le preneur d'otages. Prétendre sortir ainsi de « l'alternative infernale » du moindre mal par la voie électorale, relève encore, paradoxalement, d'une illusion électoraliste. Les électeurs continueront à céder aux sirènes du moindre mal aussi longtemps que preuve n'aura pas été donnée qu'un autre choix existe vraiment. Il n'y a donc pas de raccourci. Il s'agit de construire, dans la durée, un autre rapport de forces social et politique, sans quoi un coup de semonce électoral sans projet alternatif ne ferait rien à l'affaire, et serait perçu comme une politique du pire.

Jérôme Vidal évoque avec émotion et nostalgie l'appel « Nous sommes la gauche », lancé il y a plus de dix ans, dans un tout autre contexte, au lendemain des grèves de décembre 1995 et à la veille de la victoire de Jospin en 1997. Il y voit un modèle de nouvelle subjectivité politique, la possibilité entrevue d'un « décrochage » et d'une « invention critique ». La désillusion n'en est que plus amère, quand il rappelle que les initiateurs appelèrent, à la veille du premier tour, à « voter pour la gauche officielle au nom du refus du pire et du choix du moindre mal ». Ce passage sans transition d'une radicalité formelle et velléitaire à un lobbyisme résigné sur la gauche (électoralement) réellement existante, s'est hélas répété à la veille de la présidentielle de 2007 avec l'étonnant appel d'intellectuels à voter Ségolène dès le premier tour <sup>11/</sup>.

Mais pourquoi ces démissions et ces déceptions à répétition, qui entretiennent la fabrication de l'impuissance, plutôt qu'elles ne la détruisent ? C'est que, pour résister durable-

ment aux sirènes du moindre mal qui mènent au pire, il faut plus qu'une somme de désirs et de subjectivités récalcitrantes. Il faut une vision historique, des convictions ancrées dans la critique de l'ordre existant, une force collective pour leur donner leur sens pratique. Disons le carrément : un parti.

Pourquoi pas des réseaux fluides, des coalitions ponctuelles, des formes intermittentes et affinitaires ? Ce discours n'est pas nouveau. Simone Weil, sur ce point, fut conséquente. Elle ne se contenta pas de se réfugier dans un quant à soi apartidaire, mais revendiqua de « commencer par la suppression des partis politiques <sup>12/</sup> ». C'était la conclusion logique d'un diagnostic décelant « une anomalie rédhitoire » dans « la structure de tout parti politique » : « Un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective [...], à exercer une pression collective sur la pensée de chacun. » Tout parti serait « totalitaire en germe et en aspiration <sup>13/</sup> ». On trouve là l'expression originelle la plus radicale, de la critique en vogue de « la forme parti ».

Elle a pour contrepartie, chez Simone Weil, un éloge de la « non-appartenance » et un « désir inconditionné de vérité ». Après l'expérience de la guerre civile espagnole et le pacte germano-soviétique, après « le grand mensonge déconcertant » du stalinisme, ce désir était bien compréhensible. Il s'inscrivait cependant, assez logiquement, dans une conception religieuse de la vérité révélée : « la vérité est une » et « le bien seul est une fin ». Qui énonce cette vérité absolue et qui définit ce bien ? La formation des partis politiques modernes participe d'une sécularisation de la politique. Leur rejet implique en effet un refus de la politique en tant qu'art des médiations, de la confrontation projets contre projets, d'où peuvent surgir des vérités relatives.

<sup>10/</sup> Jérôme Vidal, « Que faire du Parti socialiste ? », in *Revue internationale des livres et des idées*, n° 8, novembre 2008. Voir aussi son livre *La Fabrique de l'impuissance 1*, Paris, Amsterdam (éd.), 2008.

<sup>11/</sup> Jérôme Vidal s'en était indigné dans le premier numéro (septembre-octobre 2007) de la *Revue internationale des livres et des idées* : « Silence on vote : les intellectuels et le Parti socialiste ».

<sup>12/</sup> Simone Weil, « Note sur la suppression générale des partis politiques », publiée, sept ans après sa mort, dans la revue *La Table ronde* en 1950, avec une préface d'André Breton, et rééditée par les éditions Climats en 2006.

<sup>13/</sup> *Ibid.* p. 35.

Supprimez la politique, il reste la théologie : « La lumière intérieure accorde toujours à qui-conque la consulte une réponse manifeste ». Mais « comment désirer la vérité sans rien savoir d'elle ? » « C'est là le mystère des mystères » ! Son élucidation est purement tautologique. La vérité naît du désir de vérité : « La vérité, ce sont les pensées qui surgissent dans l'esprit de la créature pensante uniquement, totalement, exclusivement désireuse de la vérité. C'est en désirant la vérité à vide, et sans tenter d'en deviner d'avance le contenu, qu'on reçoit la lumière ».

Cette révélation par la grâce conduit inéluctablement au paradoxe classique d'un individualisme autoritaire qui, ne reconnaissant aucune autorité collective, finit par imposer sa propre autorité. « La suppression des partis serait du bien presque pur <sup>14/</sup> » ? Par quoi les remplacer ? Simone Weil imagine un système électif où les candidats, au lieu de proposer un programme, émettraient une opinion personnelle : « Je pense telle, telle et telle chose à l'égard de tel, tel, tel grand problème ». Plus de partis, plus de gauche ni de droite. Les élus s'associeraient et se dissocieraient selon « le jeu naturel et mouvement des affinités ». Pour éviter que ces affinités fluides et intermittentes ne se figent, il faudrait même interdire que les « lecteurs occasionnels » d'une revue s'organisent en groupes d'amis : « Toutes les fois qu'un milieu tenterait de se cristalliser en donnant un caractère défini à la qualité de membre, il y aurait répression pénale quand

le fait serait établi <sup>15/</sup> » ! Supprimez la médiation des partis, il reste le parti unique – voire l'État – des sans-parti.

Ces lignes de fuite illusoire perpétuent l'impuissance à laquelle elles croient échapper. Au lieu de prétendre s'abstraire de la contradiction, de chercher refuge dans un dehors ou un ailleurs imaginaires, la politique consiste à s'y installer, à la travailler de l'intérieur pour la faire exploser. La méfiance envers les logiques partisans est compréhensible. Il est un peu court, néanmoins, d'imputer à la « forme parti » la responsabilité ou l'exclusivité du péril bureaucratique. La tendance lourde à la bureaucratisation est inhérente à la complexité des sociétés modernes. Produit de la division sociale du travail, elle hante toute forme d'organisation – administration, syndicats, organisations non gouvernementales. La suppression de la forme parti, procède d'un fétichisme inversé qui la naturalise au lieu de l'historiciser, de penser ses variations dans le temps en fonction des changements de rapports sociaux et des techniques d'information.

La lutte sociale et politique est affaire de rapports de forces. Ces rapports de forces ne sont pas intermittents. Ils s'inscrivent et se transforment dans la durée. Ils sont cumulatifs. L'addition de récriminations et de griefs catégoriels ou corporatifs ne suffit pas : la crise systémique du capitalisme exige d'être pensée globalement, et elle appelle des ripostes d'ensemble. Enfin, contre le plébiscite médiatique permanent qui convient au présidentielisme plébiscitaire, un collectif militant est un espace de contre-pouvoir démocratique face aux puissances de l'argent et des médias (qui sont souvent les mêmes). On peut appeler ce collectif, s'efforçant de synthétiser ses expériences militantes et d'inscrire son action dans la durée, organisation, mouvement, front, ou parti. Peu

importe. Mais pourquoi ne pas appeler un chat un chat, et parti ce qui prend parti ?

### **Prendre parti**

La notion vague de « gauche de gauche » prend acte d'un fait. Il existe désormais, y compris électoralement, des gauches à la gauche des gauches traditionnelles de gouvernement. Mais cette « gauche de gauche » est en réalité d'un champ de forces instables, tiraillées entre le réalisme électoral et des mobilisations sociales pouvant donner naissance à des projets différents, voire contradictoires. Il s'en dessine – au moins – deux. L'un consiste à faire pression sur la social-démocratie pour la rappeler à son rôle – pourtant compromis – de gérante loyale de l'État social. C'est l'option majoritaire de Die Linke en Allemagne, avec pour conséquence logique une tactique d'alliance avec la social-démocratie, illustrée par la gestion du Land berlinois. L'autre, qu'illustre en France le projet du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), part de l'idée qu'après une défaite historique, nous n'en sommes qu'au tout début d'une reconstruction sociale et politique. Il s'agit de ne pas céder aux mirages tactiques du coup par coup, mais d'opposer sur la durée à la gauche reniée une alternative radicale. Les deux projets peuvent aussi coexister, dans des proportions variables, au sein de formations comme le Bloc de gauche au Portugal ou Syriza en Grèce (ou Die Linke en Allemagne, même si le choix de sa direction est clairement illustré par sa participation à la cogestion du Land berlinois).

Personne ne peut dire à quoi ressembleront les révolutions futures. Il existe du moins un fil conducteur : contre la concurrence et la discrimination, la solidarité et l'égalité ; contre la marchandisation et la privatisation du monde, une logique du domaine public et de l'appropriation sociale ; contre la catastrophe

<sup>14/</sup> *Ibid.* p. 61. Dans sa préface, André Breton, reprenant le propos à son compte, s'efforce de le nuancer en remplaçant la « suppression » par « la mise au ban », qui serait, non plus un acte immédiat, mais un processus historique, « le fruit d'une longue entreprise de désabusement collectif », tout aussi lointain et énigmatique que le « dépérissement de l'État », du droit, ou de la politique elle-même.

<sup>15/</sup> *Ibid.* p. 65.

écologique, une logique écosocialiste des biens communs inaliénables ; contre la mesure de toute chose par le temps homogène et vide du travail abstrait, travailler moins pour travailler tous et vivre plus, le partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs. Se doter d'un programme, c'est se doter d'une boussole, savoir où l'on veut aller, ne plus naviguer à vue, au coup par coup, d'élection en élection. C'est se donner des critères permettant de discerner les compromis qui rapprochent du but de ceux qui en éloignent.

Un goût nouveau pour l'engagement politique se dessine. Un déclic s'est produit. D'une part, une génération nouvelle, qui n'a pas connu les défaites et les désillusions du siècle dernier, a mûri, ces quinze dernières années, au fil de ses expériences dans les luttes sociales et dans le mouvement altermondialiste. D'autre part, l'épreuve négative des gouvernements de gauche, en France, au Brésil, ou de centre gauche en Italie, montre que, pour ne pas retomber dans « l'alternative infernale » du moindre mal quand vient l'heure des élections, il faut dépasser l'opposition simpliste entre des mouvements sociaux neufs et sains, et une politique sale et corrompue, qui aboutit à laisser la politique à ceux qui en font mé-

tier. Enfin, la gravité de la crise sociale et écologique sonne l'heure d'un réveil douloureux. La fin de l'histoire est finie.

Logiquement, avec l'histoire, la politique est de retour. Prenant acte de ces données, la LCR a pris la décision de se dissoudre pour se dépasser dans un nouveau parti anticapitaliste. Son histoire – déjà quarantenaire ! – l'y préparait. Depuis sa fondation, en 1969, nous avons toujours été convaincus qu'il ne s'agissait pas de se proclamer, mais de devenir une organisation révolutionnaire et populaire. Nous avons toujours su qu'il ne s'agirait pas là d'une croissance linéaire, mais d'une trans-croissance passant par de nouvelles médiations organisationnelles. Si nous pouvons en assumer aujourd'hui l'incertitude et le risque, c'est que nous nous sommes toujours efforcés d'enrichir notre héritage à l'épreuve des changements du capitalisme, d'une solidarité internationaliste avec les révolutions coloniales et les mouvements antibureaucratiques à l'Est, de l'analyse de nouveaux mouvements sociaux comme celui des femmes ou comme le mouvement éco-socialiste, d'une réflexion sur la démocratie socialiste.

Le NPA sera le résultat d'une participation active au renouveau des luttes sociales et à

l'émergence du mouvement altermondialiste, du succès des campagnes présidentielles de 2002 et 2007 autour de la candidature d'Olivier Besancenot. Mais le projet vient de loin. La globalisation marchande, l'effondrement de l'Union soviétique, la conversion de la Chine au despotisme de marché, la démolition de l'État social en Europe, les nouvelles guerres impériales, ont clos un cycle historique. Elles en inaugurent aussi un nouveau.

Nous voulons construire un parti qui soit une nouvelle réalité sociale et politique, pluraliste, rassemblant le meilleur des traditions révolutionnaires. La LCR a veillé à maintenir et à pratiquer les principes d'une organisation démocratique pluraliste. C'est ce qui lui a permis d'accueillir, au cours de son histoire, une série de courants ou d'organisations provenant d'origines et de cultures diverses. C'est ce qui lui permet aujourd'hui d'oser se remettre en cause pour entreprendre d'écrire avec d'autres un nouveau chapitre. Le NPA n'est pas le bout du chemin ni la fin de l'histoire. C'est une étape. Une étape à ne pas manquer pour préparer les suivantes.

*Contretemps* n° 1 (nouvelle série)  
janvier 2009